

# Alstom : le bal des prétendants

## INDUSTRIE.

François Hollande, qui veut gagner du temps, a reçu hier pas moins de trois PDG concernés par ce dossier sensible.

**GENERAL ELECTRIC (GE)** puis Siemens et enfin Bouygues. En l'espace d'une journée, les principaux acteurs de ce qu'on peut désormais appeler le feuilleton Alstom sont passés dans le bureau de François Hollande, à l'Élysée. Devenu le maître du temps, après une sévère mise au point ce week-end auprès d'Alstom, accusé de vouloir vendre rapidement une partie de ce fleuron national sans l'aval de l'Etat, le président de la République a justifié hier cet interventionnisme.

« Ceux qui s'imaginent que ce serait le marché qui détermine mes choix, que ce seraient les acteurs privés seuls qui pourraient par les conventions et les contrats déterminer l'intérêt général, se trompent, a rappelé François Hollande. L'Etat a forcément son mot à dire ».

### Un exercice, deux objectifs : reprendre la main sur le dossier et améliorer les offres

Si rien n'a vraiment filtré sur le contenu des échanges entre ces capitaines d'industrie et le président de la République, l'exercice avait un double objectif. D'abord reprendre la main sur un dossier explosif sur lequel l'Etat a été volontairement écarté par Alstom. Ensuite, tenter d'améliorer les offres proposées. Pour François Hollande, un seul critère compte : « la création d'activité et l'emploi ».

Mais ses marges de manœuvre sont extrêmement réduites. Sorti du capital d'Alstom en 2006, l'Etat français, surendetté, ne dispose pas des moyens financiers pour recapitaliser le groupe de Patrick Kron, PDG d'Alstom. Reste donc le choix d'un partenaire solide avec une offre qui stratégiquement aurait du



Palais de l'Élysée (Paris VIII<sup>e</sup>), hier. Le président du conseil d'administration de General Electric, Jeffrey Immelt (photo de droite), a été le premier à rencontrer le président de la République, suivi des représentants de Siemens, Christophe de Maistre (président de Siemens France) et Joe Kaeser (PDG de Siemens AG). (AFP/Alain Jocard et Reuters/Philippe Wojazer.)



sens. L'américain General Electric, qui réalise près de 100 Mds€ de chiffre d'affaires et dont les complémentarités avec Alstom semblent réelles, en a le profil. D'autant que les discussions entre GE et Alstom sont bien avancées. Le groupe allemand Siemens, qui devrait préciser son offre aujourd'hui, alimente la fibre européenne en proposant la construction de deux géants de l'énergie et du transport. Pour la première fois, hier, le gouvernement allemand s'est exprimé sur le dossier, soulignant que le rapprochement entre Siemens et Alstom était une grande opportunité industrielle pour les deux pays.

Il reste que le temps presse. Alstom s'est donné jusqu'à demain matin pour « informer les marchés » de sa décision. Un conseil d'administration est prévu aujourd'hui.

VINCENT VÉRIER

[www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr) / [www.aujourd'hui.fr](http://www.aujourd'hui.fr)

### > EN VIDÉO

Hollande : « L'Etat a forcément son mot à dire »

## « Il est légitime que le gouvernement aie son mot à dire »

Georges Ugeux, ancien vice-président de la Bourse de New York

Il dirige aujourd'hui la banque d'affaires internationale Galileo Global Advisors. Si l'ancien vice-président de la Bourse de New York Georges Ugeux comprend l'étonnement des Américains sur le dossier Alstom, il défend aussi le rôle d'arbitre du gouvernement français.

### Comment cette affaire est-elle perçue aux Etats-Unis ?

**GEORGES UGEUX.** Cela fait un peu désordre ! Les Américains ont l'impression d'assister au retour du colbertisme. Surtout après les affaires France Télécom, Yahoo! ou Dailymotion. Ils sont en outre convaincus que sans l'aide de l'Etat, Alstom est mort. Une grande partie de ses TGV est achetée par des



(MaxPPP/Julien Warnand.)

sociétés publiques ou parapubliques, à l'instar de la SNCF.

### L'Etat n'interviendrait-il pas de la même manière aux Etats-Unis ?

C'est radicalement différent car les Etats-Unis favorisent systématiquement le droit à la concurrence. Le conseil d'administration d'une

entreprise américaine à vendre prendra en compte en priorité l'intérêt des actionnaires. L'Etat, lui, ne se préoccupera que de l'aspect sécuritaire et d'une certaine dose de protectionnisme économique. Là où le gouvernement français intervient pour défendre des intérêts politiques et sociaux.

Finalement, l'ingérence du

### gouvernement français dans cette affaire est-elle une bonne chose ?

Oui. A partir du moment où une entreprise comme Alstom, toute privée qu'elle soit, représente l'un des principaux fournisseurs de l'Etat français et que les emplois posent question, il est totalement légitime que le gouvernement aie son mot à dire. Ces derniers jours, il a imposé la neutralité des négociations en permettant à Siemens de rentrer dans le jeu. Et en rappelant à Patrick Kron (NDLR : PDG d'Alstom) ses responsabilités. Celui-ci n'a en effet pas hésité à négocier avec Jeff Immelt, le patron de General Electric, et ce dans le dos de son conseil d'administration et du gouvernement français. Ce qui constitue clairement une faute de gouvernance.

Propos recueillis par ERWAN BENEZET

## La branche transport veut aussi connaître son avenir



Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), hier. Christian Garnier, représentant de la CGT, souhaite une nationalisation d'Alstom. (LP/Jean-Baptiste Quentin.)

**ALSTOM TRANSPORT**, son TGV détenteur du record du monde de vitesse sur rail (574,8 km/h), ses tramways qui représentent un tiers du parc mondial, ses métros présents de Singapour à Barcelone en passant par Varsovie... et puis ses 9 000 salariés en France (30 000 dans le monde). Depuis mercredi, ces derniers s'interrogent sur leur avenir. Hier, devant le siège de l'entreprise, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), l'heure était au débriefing des événements du week-end. « Après la surprise du rachat, maintenant, on ne peut que subir, résume Romain, en costume cravate, un brin dépit. General Electric ou Siemens, ou une nationalisation, ou un autre repreneur? Qu'importe, on attend de voir. De toute façon, c'est surtout Alstom Energie qui est convoité, pas nous. » Les Alstom Transport ont-ils peur de finir seuls?

« Pas vraiment, résume cette quadra, assistante, qui a connu 2003, l'époque où Alstom a failli disparaître. Cette fois, on est beaucoup mieux armés. Le carnet de commandes est plein à milliards. Il y a toujours un risque de perdre son job, mais aujourd'hui j'ai surtout peur qu'Alstom perde son nom. Ça veut dire quelque chose à l'étranger, un savoir faire, une qualité. »

### « Restons français »

Un salarié

Au pied de l'immeuble tout de verre et de béton où travaillent environ 2000 personnes, essentiellement des ingénieurs, il y a ceux comme Bertrand dont le cœur balance pour Siemens : « Unir et construire deux géants européens de l'énergie et du transport, ça fait rêver. » Pour Ro-

main, au contraire, « Siemens veut refiler sa partie transport pas très intéressante et garder sa pépite : le métro. Aucun intérêt. » Et puis, il y a les nostalgiques de cette époque où General Electric et Alstom ne formaient qu'un. « On a grandi ensemble, résume cette employée. Alors, s'il faut choisir, revenir avec les Américains, ce serait un joli clin d'œil et ç'aurait du sens. »

Mais pour une majorité, pas question d'un démantèlement ni d'un partenaire étranger. « Restons français », insiste Eric. Ce matin, la CGT et FO appellent d'ailleurs à un rassemblement devant le siège. « Plus de 180 postes doivent être supprimés ici. Maintenant ce rachat... lance Christian Garnier (CGT). Il faut agir. Il faut une nationalisation. On veut être reçus par Hollande. »

V.V.